

## "J'Accuse" : la collectivité Est Ensemble renonce finalement à demander la déprogrammation en Seine-Saint-Denis du film de Roman Polanski



La collectivité Est Ensemble qui rassemble neuf communes de Seine-Saint-Denis a finalement renoncé à demander la déprogrammation du nouveau film de Roman Polanski, "J'Accuse", sur l'affaire Dreyfus, après la polémique sur la nouvelle accusation de viol.

Avec Atlantico  
Rédaction

La collectivité Est Ensemble avait réclamé mardi le retrait du film "J'Accuse" de Roman Polanski de ses six cinémas publics. Face à l'opposition de directeurs de salles et d'élus, cette décision n'est plus envisagée et ne sera pas appliquée.

Mardi soir, le président socialiste de la collectivité Gérard Cosme avait annoncé lors d'un conseil de territoire vouloir déprogrammer le film. Le président de la collectivité est finalement revenu sur cette décision mercredi matin, après s'être entretenu avec les directeurs des cinémas.

Des débats pourraient accompagner la projection du film dans ces cinémas.

Roman Polanski fait l'objet d'une nouvelle accusation de viol de la part d'une photographe française.

Le directeur du cinéma Le Méliès, à Montreuil, a critiqué sur Facebook la volonté et le projet initial de déprogrammer le film de Roman Polanski, perçu comme une censure :

"Nous demandons dès à présent à nos élus la liste des cinéastes dont nous n'aurons plus le droit de programmer les films et la définition de leurs critères. Un comité de vérification de la moralité des artistes programmés est-il prévu, puisque la liberté individuelle des spectateurs n'est pas suffisante ?".

Le nouveau film de Roman Polanski avec notamment Louis Garrel, Jean Dujardin et Emmanuelle Seignier s'est placé en tête du box-office en France sur cinq jours dimanche soir. "J'Accuse" a réalisé le septième meilleur démarrage de l'année pour un film français.

Des militants ont perturbé l'avant-première du film à Paris, notamment au cinéma le Champo, ainsi que mardi à Bordeaux et samedi à Rennes.